Nations Unies
Commission Économique pour l'Afrique

Réunion ad-hoc d'experts : « Renforcer les mécanismes de résilience économique pour faire face aux répercussions des chocs mondiaux simultanés en Afrique du Nord ».

Préparation aux transformations futures : Conception de politiques pour des sociétés, économies et écosystèmes résilients

Opening Remarks
(Check against delivery)

Nassim Oulmane,
Director,
ECA Office for North Africa

Distingués représentants des États membres d'Afrique du Nord,
Distingués experts des organisations internationales, des groupes de réflexion et du monde académique,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue, au nom du Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, à cette réunion du Groupe d'experts consacrée au thème : « Préparer les transformations futures : concevoir des politiques pour des sociétés, des économies et des écosystèmes résilients ».

Je voudrais tout d'abord remercier notre pays hôte, le Royaume du Maroc, ainsi que chacun de nos États membres qui se joignent à nous à l'occasion de cette réunion, organisée en marge de la 41ème session du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord. Je souhaite également une chaleureuse bienvenue à l'ensemble des représentants et experts présents aujourd'hui, dont la participation reflète l'esprit de coopération régionale qui est au cœur de la construction d'une résilience commune en Afrique du Nord.

Au cours de la période qui a suivi les indépendances, le développement économique s'est traditionnellement appuyé sur une énergie abondante et bon marché, l'essor de la consommation de masse, les économies d'échelle et les chaînes de valeur mondiales. Ce modèle a atteint son apogée au début des années 2000 avec l'hypermondialisation et la fragmentation internationale de la production.

Mais, au cours des vingt dernières années, cet ancien ordre économique mondial a été progressivement érodé par une succession de chocs : crise financière mondiale, volatilité des prix du pétrole, pandémies et réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Aujourd'hui, l'Afrique du Nord est confrontée à des chocs répétés, persistants et interdépendants liés au changement climatique, aux contraintes sur les ressources, à la fragmentation géoéconomique et aux bouleversements technologiques rapides induits par l'intelligence artificielle.

Les conséquences économiques de ces chocs récents sont considérables.

Prenons l'exemple du changement climatique. Les dommages économiques totaux causés par les catastrophes naturelles liées au climat ont été multipliés par plus de dix depuis les années 1980 et dépassent 150 milliards de dollars par an depuis 2020.

Le réchauffement climatique devrait en outre atteindre 2 degrés Celsius autour de 2048. Selon des estimations récentes de la CEA, l'Afrique du Nord pourrait perdre au moins 11 % de PIB par habitant pour chaque hausse de température de 1 °C, tandis que le reste de l'Afrique pourrait perdre jusqu'à 20 % de PIB pour chaque degré supplémentaire.

Ces estimations constituent probablement des valeurs minimales, compte tenu du caractère non linéaire des effets économiques du réchauffement climatique. Elles donnent néanmoins une indication claire de l'urgence et de l'ampleur de la transformation socio-écologique qui nous attend, tant pour les économies d'Afrique du Nord que, plus largement, pour le développement du continent africain.

Au-delà du changement climatique, les avancées technologiques transforment déjà profondément nos sociétés et nos économies. L'essor de l'intelligence artificielle ouvre un potentiel de transformation socio-économique considérable dans de nombreux secteurs, notamment l'agriculture, la santé, l'éducation et la finance.

Mais il s'accompagne également d'une forte incertitude quant à ses effets à long terme sur le marché du travail et, à terme, sur les écarts de productivité entre les pays.

Exploiter pleinement le potentiel de l'IA suppose notamment de disposer de centres de données, qui constituent l'une des infrastructures de base de l'économie numérique en hébergeant les équipements informatiques nécessaires aux services liés à l'intelligence artificielle.

L'Afrique du Nord compte aujourd'hui 57 des quelque 296 centres de données recensés en Afrique. Ce chiffre reste toutefois très faible comparé aux quelque 1 670 centres de données en Asie, 3 750 en Europe et 5 338 en Amérique du Nord.

Pour réduire cette fracture numérique, des investissements importants sont

donc nécessaires dans les infrastructures numériques en Afrique du Nord, notamment les centres de données, mais également dans les compétences numériques, afin de poursuivre le développement de l'économie numérique de la région.
Se préparer à ces transformations technologiques et écologiques est précisément ce qui nous réunit aujourd'hui.

Comment pouvons-nous nous préparer de manière adéquate à ces transformations et aux chocs imprévus qui ne manqueront pas de survenir ? En faisant de la résilience économique, sociale et écologique une priorité.

La résilience ne consiste pas simplement à absorber un choc et à revenir à la situation antérieure. Elle est la capacité de faire face aux chocs aigus, de s'adapter à l'évolution des conditions et de se transformer lorsque les trajectoires de développement existantes ne sont plus viables ou durables.

Les politiques économiques et les stratégies de développement ne pourront tenir leurs promesses que si la résilience est intégrée dès leur conception, plutôt que d'être ajoutée sous la forme d'interventions une fois la crise déclenchée.

Cela suppose de mobiliser des outils tels que la prospective stratégique et l'analyse économique, de renforcer la coopération régionale et de développer des mécanismes de financement durable capables de soutenir les investissements nécessaires à la résilience.

C'est pourquoi la CEA continue d'appeler les décideurs publics à considérer la résilience non comme une simple réponse réactive, distincte de la croissance, ni comme un moyen de restaurer le statu quo après une crise, mais comme une dimension centrale de la stratégie de développement elle-même.

À l'occasion de cette réunion du Groupe d'experts, les représentants de nos États membres sont rejoints par des experts issus des organisations internationales, des groupes de réflexion, du monde académique et du secteur privé afin de réfléchir ensemble au thème : « Préparer les transformations futures : concevoir des politiques pour des sociétés, des économies et des écosystèmes résilients ».

À travers les trois sessions consacrées aux défis mondiaux, à la prospective stratégique et à la conception de politiques résilientes, les participants pourront examiner des outils de politique publique permettant de concevoir et de mettre en œuvre des politiques plus résilientes en Afrique du Nord.

Ils pourront également mieux identifier les domaines prioritaires en matière de financement durable, de coopération régionale, de renforcement des capacités et d'assistance technique, et formuler des recommandations concrètes qui seront transmises à la quarante-et-unième session du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord, puis à la cinquante-neuvième session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

Je suis convaincu que nos délibérations d'aujourd'hui seront à la fois productives et concrètes, et je me réjouis par avance des échanges qui vont suivre.

J'ai maintenant l'honneur de déclarer officiellement ouverte cette réunion du Groupe d'experts.

Je vous remercie.